

Après le Brexit, un diagnostic lucide sur l'avenir de l'Union européenne

Sylvain Kahn (CHSP, Sciences Po)

Huffington Post, 27 juin 2017

En ligne : < http://www.huffingtonpost.fr/sylvain-kahn/brexit-royaume-uni-diagnostic-lucide-sur-avenir-union-europeenne_b_10694044.html > [30 octobre 2017]



FRANCOIS LENOIR / REUTERS

(L-R) Britain's Prime Minister David Cameron, France's President Francois Hollande and Germany's Chancellor Angela Merkel attend a "Last Post" ceremony at the Menin Gate in Ypres, June 26, 2014, to commemorate the centenary of the start of World War I. REUTERS/Francois Lenoir (BELGIUM - Tags: POLITICS ANNIVERSARY CONFLICT)

Faut-il être traumatisé par le Brexit? Le cas des Britanniques est très particulier. Ils sont entrés à reculons dans l'Union européenne en 1973, et ils ont tout de suite commencé par demander des clauses d'exemption. L'UE et les Britanniques, concrètement qu'est-ce que c'est? C'est un pays qui, depuis 43 ans, ne cesse de s'opposer autant que possible à toute avancée fédérale, à davantage d'intégration, et promet une Europe à la carte. C'est d'ailleurs le seul pays avec le Danemark qui avait le droit de ne pas passer à l'euro *ad vitam aeternam*.

Paradoxalement, le Royaume-Uni n'a cessé de tirer l'Union européenne vers son côté le plus marchand et le plus libéral, soit ce que lui reprochent les eurosceptiques, et qui a incité 52% des Britanniques à voter jeudi pour le Brexit.

Le Royaume-Uni a joué un jeu trouble d'agent double, et de ce point de vue ce n'est pas un mal qu'il sorte de l'UE. Car le Royaume-Uni a toujours été davantage un problème et rarement une solution pour tout ce qui touche aux reproches formulés à l'encontre de l'UE, à savoir le déficit démocratique et l'accroissement des inégalités sociales.

Si d'autres veulent sortir de l'UE, qu'ils sortent!

Que les Britanniques sortent de l'UE ne doit pas nous traumatiser, et si d'autres veulent sortir, qu'ils sortent! Angela Merkel est habile, car elle réunissait le 25 juin les ministres des affaires étrangères des Six. Quitte à jouer l'UE à géométrie variable, autant rapprocher les quelques états qui ont le projet européen chevillé au corps, afin de mieux s'en sortir avec un saut fédéral à l'avenir. Et dire aux Hongrois et aux Polonais que s'ils ne veulent pas appliquer les décisions de l'UE concernant les migrants, nous ne les retenons pas. L'UE est un projet politique qui doit être fait avec ceux qui le veulent. Plus d'intégration de tous permet mieux à chacun d'affronter le monde d'aujourd'hui. Si la condition est d'avoir moins d'états membres, cela ne doit pas être un problème, c'est même sans doute à ce prix-là que l'UE deviendra attractive.

Déficit démocratique et accroissement des inégalités: l'UE peut-elle se réformer?

Cependant, le Brexit rappelle que l'Union européenne doit se réformer pour résoudre les deux principales critiques que lui font ses citoyens, d'une part le déficit démocratique et d'autre part l'accroissement des inégalités sociales et territoriales.

Malheureusement, je pense que l'UE n'a pas la capacité de se réformer pour l'instant. Le déficit démocratique reproché à l'UE n'est que le reflet de la crise des démocraties représentatives traversée par les états nationaux. Il faudrait donc un miracle pour que l'UE en tant qu'entité méta-nationale ne soit pas touchée par la crise qui concerne la totalité de ses états membres. Le parlement européen est élu au suffrage universel direct, en termes de démocratie représentative on peut difficilement faire mieux. C'est donc bien le principe de la démocratie représentative qui est en crise, et qui touche aussi bien l'UE que la France, le Royaume-Uni et les autres.

Quant à l'accroissement des inégalités économiques et sociales à l'intérieur de l'UE et de chaque pays, l'Union pourrait faire beaucoup plus qu'elle ne fait aujourd'hui. Si elle faisait son maximum pour réduire ces inégalités, concernant la désindustrialisation, les citoyens laissés pour compte et menacés de déclassement, il y aurait moins de pensée magique et de populisme concernant un retour illusoire à la souveraineté nationale, à un âge d'or mythique qui sera un retour à rien du tout. Plus la souveraineté de tous est mutualisée, mieux l'indépendance de chaque Etat-membre est assurée.

Comment l'UE pourrait-elle convaincre ses citoyens de cette réalité? En faisant mieux. C'est-à-dire en décidant de mettre fin au dumping fiscal, en promouvant l'harmonisation fiscale, en étant plus drastique sur le marché des permis à polluer, en envisageant des mesures de protection de son industrie automobile et sidérurgique, en étant plus agressive dans le cadre des négociations de commerce international, en levant un impôt européen pour doter le budget européen de ressources plus conséquentes et permettre une véritable politique de redistribution ou de correction des inégalités sociales et territoriales, en étant plus déterminée pour lutter contre la fraude fiscale et pour la transition énergétique.

Ces points ne sont pas nouveaux et si ce n'est pas fait ou fait à moitié, c'est parce que l'Union européenne est un compromis à 28 et qu'il n'est pas facile d'obtenir en cas de crise des résultats dans une entité qui fonctionne par nature sur le compromis. C'est beaucoup plus facile pour un pays comme la Chine qui est un gouvernement autoritaire et qui ne demande son avis à personne.

Ce qui fait la grandeur de l'UE fait aussi sa faiblesse en cas de crise. Et les grands groupes d'intérêt qui n'ont pas du tout intérêt à ce que cette liste de mesures soit adoptée sont très forts dans les pays nationaux, et le sont également devenus dans cette entité supranationale qu'est l'UE. C'est la démocratie des groupes d'intérêt, et c'est exactement pareil dans chaque état nation. Depuis 1975, on est entré dans une société européenne avec un capitalisme beaucoup plus dur pour les citoyens vulnérables. Il suffit de lire les livres de Thomas Piketty et Saskia Sassen; les gens et les personnes morales qui ont de l'argent et des intérêts économiques à défendre se défendent très bien, ils instrumentalisent des normes juridiques nationales et transnationales, et nous passons du salariat au précaire. Mais là encore Bruxelles n'est pas plus en cause que les états nationaux. Pour résister à cela et rétablir une souveraineté au service du bien public plus que des intérêts particuliers, l'UE est une échelle bien plus pertinente que celle de l'Etat-nation seul. Les 52% de brexiters britanniques ne vont pas tarder à s'en rendre compte.

Nous faisons donc face à un problème de sociologie politique et de volonté politique. Lorsque à l'échelle des gouvernements nationaux comme à celui de l'UE, nous avons une classe dirigeante qui défend les intérêts particuliers des grandes banques et des grands groupes d'échelle mondiale, on a énormément de mal à lutter contre les inégalités et à promouvoir une ligne réformiste et progressiste. Alors les citoyens ne sont pas d'accord et ils le font savoir, et c'est l'UE qui trinque, alors qu'elle est l'échelle la plus pertinente.

Une Europe plus intégrée serait la solution; mais l'inertie des politiques et la défiance des citoyens lui font obstacle

Pour résoudre les problèmes reprochés à l'UE, il faudrait en effet une Europe plus intégrée. Or, ce qui pourrait être la solution est justement rejeté par beaucoup de citoyens qui n'ont plus confiance dans leurs représentants; une majorité de citoyens considère en effet que la représentation nationale les représente mal. L'UE n'a pas cessé de donner plus de pouvoir aux ONG, à la société civile, au Parlement européen élu au suffrage universel, mais cela ne suffit pas car la fracture sociale, culturelle et territoriale s'agrandit et se durcit entre les fractions de la population qui se sentent dans le coup, qui sont européanisées, et ceux qui se sentent menacés dans leurs traditions, leurs pratiques et leurs cultures. Dans certaines régions désindustrialisées, on n'a pas réussi à remplacer des industries de main d'œuvre qui avaient structuré des sociétés entières, il y a des délocalisations systématiques, tandis qu'en Europe, contrairement aux Etats-Unis, il n'y a pas de tradition de mobilité géographique; aussi ces citoyens européens ne refont pas leur vie ailleurs et le chômage se transmet de génération en génération, aboutissant à terme, comme en France, à l'ancrage d'un FN du nord et d'un FN du sud. Il y a en effet certaines régions du Royaume-Uni, de France ou d'Italie où l'on est chômeur de père en fils, et c'est autant l'UE que les gouvernements nationaux qui sont en cause.

L'effet boomerang de l'adoption de l'euro

Afin d'avancer, il faut également soulever un problème pas assez abordé dans le cadre de la compréhension du Brexit, celui de l'euro. Les partisans de l'euro ne se sont pas rendu compte à quel point, au lieu de faire converger les économies nationales comme on le pensait, avec des modèles et projections d'économistes à l'appui, l'euro allait les faire diverger. On n'avait pas non plus anticipé à quel point l'euro ne contraindrait pas les pays à changer de culture de politique publique et monétaire, par exemple concernant les dévaluations compétitives. C'est une erreur collective: l'établissement de normes européennes n'a pas dans ce domaine généré les résultats visés et escomptés. Même si l'euro a amené un peu plus de croissance, un certain nombre de pays, y compris la France, rêvent de pouvoir réutiliser le mécanisme de la dévaluation compétitive, ce qui mène à un affrontement culturel, économique et politique au sein de l'UE entre ceux n'ont jamais utilisé les dévaluations mais privilégié des réformes structurelles du travail, et ceux qui évitent les réformes structurelles en utilisant les dévaluations. Cette différence a été exacerbée par l'euro, et personne ne l'a vue venir.

Certes, les Britanniques ne sont pas concernés par cette question, mais les opinions eurosceptiques et souverainistes des pays de la zone euro si. Et, comme tous les Européens, les Britanniques ont été choqués par la mise sous tutelle de la Grèce au nom de l'euro. Objectivement, la Grèce a perdu sa souveraineté depuis 2010, et de façon particulièrement brutale en juillet 2015. La Grèce est un cas très particulier. Mais c'est inadmissible, c'est une trahison du projet européen, et cela ne peut qu'alimenter les craintes et les mythes sur la souveraineté nationale.

Par conséquent, on ne peut pas être totalement surpris qu'il y ait un effet boomerang. Fédéraliser une monnaie est un saut politique énorme, or les résultats n'ont pas été au rendez-vous. C'est une question dont il faut parler honnêtement pour résoudre les problèmes induits. Il faut que les Allemands et les pays "vertueux" acceptent que l'UE s'endette avec un budget commun pour plus de cohésion, et que les pays "dépendants" cessent de maquiller la croissance infinie de leurs comptes publics.

Le Brexit n'est donc pas un traumatisme, il peut même libérer la voie vers plus d'intégration européenne. Mais on peut être pessimiste en ce qui concerne la grande crise démocratique et xénophobe que traverse l'Europe. On ne peut que constater l'incapacité ou l'absence de volonté des élites à avoir pour objectif premier la cohésion sociale. Or, même les intérêts particuliers ont parfois tout intérêt à préserver l'intérêt général et la cohésion sociale afin de se préserver eux-mêmes. Il en va de notre avenir commun.

La démocratie référendaire revient toujours à "renverser la table"

Pour autant, la réponse à la crise de la démocratie représentative et à l'échec de l'euro n'est pas la démocratie référendaire, car la démocratie référendaire revient toujours à "renverser la table".

L'un des signes de la crise des démocraties représentatives, ce sont des hommes politiques comme Boris Johnson, David Cameron ou Bruno Le Maire. Le Maire réclame un référendum, mais il dit surtout ce qu'il croit devoir dire pour se faire élire. Ces membres de l'élite, sortis des plus grandes écoles britanniques ou françaises, devraient au contraire aller au-devant des citoyens et leur expliquer avec pédagogie pourquoi l'UE est la meilleure solution, même si des réformes restent à mener. L'attitude de Le Maire est bien l'un des symptômes du dysfonctionnement des démocraties représentatives. Il fait son Cameron, voire son Boris Johnson. Il fait comme tous les populistes, il trompe les électeurs avec une promesse de référendum afin de satisfaire ses ambitions personnelles. Au lieu de cela, il devrait combattre la xénophobie: la droite extrême est partout minoritaire dans les urnes, mais elle devient politiquement majoritaire car les partis de gouvernement les copient. Or tous ceux qui triangulent les populistes et les souverainistes risquent de se faire autant piéger qu'un David Cameron. Cameron se croyait malin en promettant un référendum périlleux qu'il pensait gagner pour se faire élire. Or il a fait une énorme erreur politique, personnelle et pour son pays.